

Commentaires sur le livre de Claude Allègre
Ma vérité sur la planète - Plon

Dans « ma vérité sur la planète » Claude Allègre traite de plusieurs thèmes : les OGM, l'eau, la biodiversité et l'effet de serre. Ces commentaires portent seulement sur l'effet de serre.

Il faut lire ce livre comme un pamphlet. On est d'accord avec l'auteur lorsqu'il écrit : « ce livre est d'abord et avant tout une réaction contre un éco-intégrisme qui, s'il était mis en oeuvre, mènerait nos sociétés (...) à la ruine » et lorsqu'il s'élève contre une vision moralisatrice de l'écologie qui conduirait la puissance publique à obliger les citoyens à changer de genre de vie, confondant ce qui est de sa responsabilité, à savoir maintenir l'ordre public et la santé publique, et ce qui relève de la sphère privée. On est d'accord également avec C. Allègre lorsqu'il montre que la technique permet de répondre aux problèmes créés par les évolutions économiques et techniques de ces dernières décennies et qu'il dit que l'écologie peut être une source de développement économique.

Mais il se trouve dans ce livre, à côté de thèses pertinentes trop d'approximations, d'amalgames, de contrevérités et d'erreurs manifestes qui étonnent de la part de quelqu'un qui est connu pour sa formation et sa compétence scientifiques. Poussé par l'esprit pamphlétaire, il en vient aussi à déformer les thèses contre lesquelles il s'élève, de les pousser à la caricature pour mieux les tourner en ridicule. On regrette aussi que ses vues soient partielles, ne s'intègrent pas dans un tableau général des sources d'énergie et de leur consommation et ne mettent pas en rapport les quantités et les prix.

Il découle de cela que ses recommandations, même lorsqu'elles emportent individuellement l'adhésion, ne forment pas un ensemble complet et cohérent pouvant dessiner une politique publique. Plus grave, l'auteur se montre opposé à des décisions qui, pourtant, sont indispensables¹.

On lit ceci au début de l'introduction : « Face à ces dégradations dont certaines sont irréversibles et que j'ai moi-même dénoncées en 1990, que faut-il faire pour éviter à nos enfants une situation tragique et ingérable ? La tonalité du discours que l'on entend ces temps-ci, c'est d'une part le catastrophisme et d'autre part la recommandation d'un retour en arrière, d'un arrêt de la croissance économique, du non-développement du tiers monde, bref, c'est l'arrêt du progrès. C'est l'avènement d'un monde de la frugalité ».

Cet alinéa est ambigu. L'auteur commence par dire que la situation risque de devenir « tragique et ingérable », ce qu'il a dénoncé lui-même il y a plus de quinze ans. Ensuite il parle « du discours que l'on entend ces temps-ci » comme s'il n'y avait qu'un discours. Et que dit ce discours ? Il recommande « un arrêt de la croissance », un « retour en arrière », le « non-développement du tiers monde » : lisant cela on ne peut que se détourner d'un tel discours, frileux, passéiste et égoïste. Selon Claude Allègre « le » discours que l'on entend a comme tonalité le « catastrophisme » et l'appel à la « frugalité ». Quelle est, selon l'auteur la différence entre la perspective d'une situation « tragique et ingérable », qu'il a lui-même dénoncée et le « catastrophisme », qu'il dénonce ? Et faut-il traiter de la même façon la « frugalité » et « le non-développement du tiers-monde » ?

Le premier chapitre est un rappel de l'enfance de l'auteur et des raisons qui lui font porter de l'intérêt à la « terre-patrie ». On se demande la raison d'être de ce chapitre. Est-ce pour inspirer une sympathie propre à obtenir la confiance du lecteur ?

¹ Ce que j'ai tenté de faire en rédigeant « Trop de pétrole ! » (Le Seuil), ouvrage auquel ces commentaires se réfèrent implicitement.

Le deuxième chapitre rappelle l'histoire de la découverte de la dérive des continents. Un météorologue a eu l'idée de la dérive des continents et ses thèses ont dans un premier temps été fort mal reçues. Fort bien ; mais pourquoi lui consacrer un chapitre au début de ce livre ? Pour valider la démarche d'un géologue dans le domaine de la climatologie ? Pour montrer que l'on peut avoir raison contre le plus grand nombre ? P 25 on lit en effet : « Moralité : 1) il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour avoir une bonne idée et pour briser un consensus (...) la vérité scientifique met parfois beaucoup de temps à être acceptée ». Cela est bien connu et ne prouve rien ni dans un sens ni dans un autre.

Puis Claude Allègre nous parle de la lutte contre le saturnisme, de la couche d'ozone et du désamiantage de Jussieu, de peu d'usage pour ce qui concerne la lutte contre l'effet de serre. Il parle aussi du club de Rome ; il a raison de noter que les alarmes n'ont pas été vérifiées par les faits.

Le chapitre III a pour titre « les vacances de M. Hulot »

Il est polémique. Pourquoi pas en effet ? Il s'étonne de l'unanimité autour des propositions de M. Hulot. P 48, il dit qu'il a lu le livre de M. Hulot « Pour un pacte écologique » et poursuit : « J'ai décidé de réagir, non pas en jetant l'anathème du haut de ma chaire, mais en essayant de faire usage de la raison, en faisant confiance au lecteur pour juger par lui-même, et puis, surtout, en proposant des solutions alternatives ». Fort bien ! L'intention est excellente car il y a en effet beaucoup à redire sur le « pacte écologique ».

Un peu plus loin on lit que M. Hulot « utilise ce qu'il appelle 'catastrophisme éclairé' pour sensibiliser les citoyens et proposer de s'engager résolument dans une stratégie de décroissance et de frugalité ». Je pense comme C. Allègre qu'il n'est pas nécessaire de s'engager dans une telle stratégie, mais il a tort de mentionner le « catastrophisme éclairé » une notion élaborée par J.P. Dupuy qui, faute d'aucune explication ni commentaire, peut laisser le lecteur perplexe. Lorsqu'il écrit « Rien dans ce programme n'est laissé à l'initiative des citoyens, sauf aux écologistes patentés. Tout est fait pour faire votre bonheur malgré vous ! », je suis d'accord.

Puis il critique le programme de N. Hulot en lui reprochant que l'on n'y trouve « pratiquement rien sur l'eau, ni sur l'océan, ni sur les déchets urbains. Ce sont pourtant à mon avis trois priorités essentielles ». Pour ce qui est de l'eau il cite le problème de l'eau potable et celui des inondations et en conclut qu' « il faut aménager le cycle de l'eau, c'est une évidence ! ». Là C. Allègre mélange le problème de l'eau potable, qui est un problème local ou régional, et celui des inondations, qui est tout à fait différent, avec ses composantes locales et globales (la hausse du niveau de la mer par exemple). Le problème des déchets, qui est local, est-il aussi critique que celui de l'eau ? En tous cas cet amalgame n'aide pas à exercer sa raison.

P 50 on lit : « L'absurde mode actuelle consistant à brûler les déchets pollue réellement l'atmosphère par des multitudes des produits toxiques ». Erreur totale : l'incinération des déchets, si elle est bien faite, ne pollue pas du tout et procure une bonne source de chaleur.

Il continue dans le même registre : « Quant à encourager le chauffage au bois sous prétexte qu'il s'agirait d'un recyclage du carbone absorbé par les plantes par la photosynthèse, cela conduirait inévitablement à détruire nos forêts comme l'ont fait les Ecossais et les Islandais autrefois. En effet, pour brûler un arbre il faut un jour ; pour le faire grandir, il faut dix à quinze ans ! Déduisez vous-mêmes le résultat ! ». Bien au contraire, dans un pays comme la France, l'usage de la biomasse pourra fournir 25 % de ses besoins en énergie sans diminuer la surface de la forêt ; bien au contraire ! Par exemple : 4 millions d'hectares de plantes produisant 12 tonnes sèches par an soit 20 Mtep/an et autant venant de la forêt. Faites vous-mêmes le calcul !

P 52, on lit : « Le programme de M. Hulot est totalement inadapté car il est fondé sur trois postulats que je crois erronés : premièrement, la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre (de trois quarts en dix ans !) ; deuxièmement, le refus du nucléaire et des centrales à charbon ou à pétrole ;

troisièmement le rejet des OGM ». Or M. Hulot ne refuse pas le nucléaire et ne préconise pas une diminution si rapide des émissions ! Cela dit, la façon dont C. Allègre vitupère contre le style de N. Hulot et ses accents de prédicateurs est bienvenue.

C. Allègre s'en prend à l'idée de créer un impôt sur l'énergie fossile : « On punit ici, on taxe là, on lève de nouveaux impôts ailleurs. C'est l'écologie répressive dans toute son horreur ». Fichtre ! Pour diminuer nos émissions, il faudra rendre plus chère l'énergie fossile. Dire le contraire, sans avoir prouvé que c'est possible, me paraît irresponsable.

Il critique l'unité de mesure de l'énergie mise en avant par J.M. Jancovici : un litre d'essence vaut 10 esclaves. J'avais moi-même vertement critiqué ce genre de rapprochement qui ne veut rien dire ! C. Allègre a raison également de montrer les risques que font courir sur la démocratie les thèses de certains écologistes.

Dans le chapitre « la secte verte », il a raison de dénoncer les exagérations auxquelles succombent ceux qui veulent trop prouver : la hausse du niveau de la mer ne sera pas rapide par exemple, mais il tombe dans le même travers, en sens inverse. Il écrit : « Montrer la débâcle de l'Arctique et en déduire des élévations gigantesques du niveau de la mer, c'est faire semblant d'ignorer que 92 % de la glace sont stockés dans l'Antarctique qui, lui, ne fond pas ! Je pourrais multiplier les exemples ». Il est dommage que tout soit faux ou approximatif dans cette phrase : la fonte des glaces de l'Arctique, qui est un océan, ne fera pas monter le niveau de l'eau ; par contre la fonte des glaces du Groenland, du Labrador ou de la Sibérie fera monter le niveau de l'eau et cela est vrai même si les glaces de l'Arctique ne fondent pas. Et cette phrase cache le fait que la principale cause de la hausse du niveau de la mer sera la dilatation thermique de l'océan. Par ailleurs, si l'on dit que la hausse sera dans un siècle limitée à « 30 centime voire 50 centime au maximum », il faut ajouter d'une part que c'est avec l'hypothèse d'une forte diminution de nos émissions et d'autre part que les émissions causées *pendant ce siècle* seront la cause d'une hausse bien plus importante dans les 200 ou 300 ans à venir.

Comme le dit C. Allègre, on a souvent voulu « prouver » la hausse des températures de façon inepte. Mais contrairement à ce qu'il laisse entendre, cela ne veut pas dire que les risques de hausse de température sont exagérés.

La critique du « principe de précaution » (« principe de précaution, piège à cons » : il s'agit bien d'un pamphlet) est pertinente.

Le chapitre « pour un pacte de croissance écologique » sonne bien. Une seule réserve : il écrit que personne n'a proposé de solution. Il n'a donc pas lu « Trop de pétrole ! » dont il a pourtant été destinataire.

Lorsqu'il écrit : « la méthode, c'est de ne pas tout mélanger » ou « La Chine et l'Inde se développeront, quoi qu'il arrive, croire le contraire, c'est se bercer d'illusion. La seule manière de les inciter à prendre des mesures favorables à l'environnement, c'est de leur procurer des technologies qui leur permettront de s'adapter sans freiner leur développement », lorsqu'il recommande des coopérations techniques avec les Etats-Unis, j'en suis bien d'accord.

Mais ensuite, quand il classe les problèmes en commençant par l'eau (et en mélangeant l'accès à l'eau potable et la dégradation des océans) pour continuer par les déchets urbains et pour mettre en troisième position « les questions d'énergie et du changement climatique », il mélange ce qui est local et ce qui est global et, en la relativisant, il minimise la question du réchauffement climatique ; il va plus loin : en écrivant « le changement climatique dont l'homme aurait prétendument la responsabilité unique », il insinue un doute : personne n'a jamais dit que l'homme a la responsabilité unique du changement climatique ; et, disant cela, il peut (veut ?) laisser accroire que l'homme n'a guère de responsabilité.

Le chapitre VI traite du changement climatique.

On lit :

« 1) Je doute que le gaz carbonique d'origine anthropique soit, dans un système aussi complexe que l'atmosphère, l'unique responsable du changement climatique. Je crois que les causes sont multiples, dont beaucoup sont naturelles (le soleil, le cycle de l'eau notamment).

2) J'ai peine à croire qu'on puisse prédire avec précision le temps qu'il fera dans un siècle alors qu'on ne peut pas prévoir celui qu'il fera dans une semaine.

3) Je ne pense pas que la notion de température moyenne de la terre soit un paramètre valable pour décrire le climat, tant la variabilité géographique est considérable ».

1), 2), 3), voilà qui est ordonné, exprimé en termes simples et frappés au coin du bon sens ; de plus, le ton est mesuré (« je doute », « j'ai peine à croire », « je ne pense pas »), à mille lieues du ton polémique des chapitres antérieurs. Or personne n'a dit que le gaz carbonique d'origine anthropique est l'unique responsable du changement climatique - nous reviendrons plus loin sur le rôle de l'eau. Personne ne prétend prévoir « avec précision » le climat dans un siècle mais la raison n'en est certes pas que l'on ne sait pas prévoir le temps qu'il fera dans trois jours car climatologie et météorologie sont deux sciences différentes. La température ne « décrit » pas le climat. Les scientifiques du GIEC font remarquer seulement que la hausse moyenne de température peut être aussi ample en un siècle qu'elle le fut en dix mille ans et pensent que cela aura des effets sur le climat. En tous cas, il est sûr qu'il y a un risque !

Ce 1) 2) 3) est donc très suspect.

Puis il nous parle de l'augmentation des émissions de gaz carbonique... des villes. Quel rapport avec le réchauffement global ?

« Je pense donc qu'il y a un changement climatique, mais essentiellement d'origine naturelle, dont on ne peut prévoir l'évolution de manière précise ». Il ne dit pas ce qui lui fait penser que le changement est *essentiellement* d'origine naturelle. Plus loin « Je ne suis pas moi-même météorologue ni climatologue mais je crois que ma familiarité avec les phénomènes naturels et ma pratique de la physique particulière qui les gouverne me permettent de me faire une opinion sur les divers arguments scientifiques avancés pour et contre car les raisonnements ne sont pas différents de ceux utilisés en géophysique et en géochimie ».

Puis C. Allègre expose que « une série de gaz mineurs absorbent le rayonnement infrarouge (émis par la terre) pour le rémettre. Quels sont ces gaz ? L'eau d'abord, qui est de loin le plus important gaz à effet de serre (ce qu'on oublie trop souvent). L'eau se trouve dans l'atmosphère soit à l'état de vapeur d'eau, soit dans ces structures organisées que sont les nuages (où l'eau est à la fois à l'état de vapeur et de gouttes liquides) ».

Heureusement que C. Allègre nous parle de l'eau ! Pour un peu on l'aurait oubliée ! Ensuite il dit que la concentration de vapeur d'eau est très différente d'une région à l'autre. Il pourrait ajouter que la teneur moyenne en vapeur d'eau est directement liée à la température moyenne et que, lorsque l'on veut relier une variation de température à ce qui la déclenche, on va rechercher la cause initiale. S'il y a plusieurs causes initiales indépendantes, on impute à chacune une partie de la hausse. Une augmentation de la teneur en gaz carbonique a un effet certain sur l'intensité de l'effet de serre, qui a un effet certain sur la température, qui a un effet sur la teneur en eau, qui augmente encore l'effet de serre donc la température jusqu'à ce qu'un équilibre s'établisse. Si la cause initiale est une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, on impute intégralement à cette augmentation la hausse de température.

P 95 : « Et puis il ne faut pas oublier que celui qui fournit l'énergie de tout ce système c'est le Soleil, maître de tout. Or la distance de la Terre au Soleil varie et le Soleil lui-même est capricieux, instable et a une activité changeante. L'influence du chauffe-eau de la Terre est variable ! ». Encore une grave inexactitude. Lorsque l'orbite est elliptique, la distance de la Terre au Soleil change au cours de l'année ; par ailleurs, l'orbite se déforme, mais sur une durée de plusieurs dizaines de milliers

d'années. Qui plus est, actuellement, l'orbite est presque circulaire : tout au long de l'année et pour les siècles des siècles, la distance de la Terre au Soleil est toujours la même. Donc la distance de la Terre au Soleil n'a strictement rien à voir avec les changements climatiques observés ou prévisibles sur quelques siècles ! Par contre l'activité du Soleil varie, ce qui est bien connu. Il se peut qu'elle ait un effet sur les variations récentes de température.

« Ce système passablement complexe est perturbé par l'homme qui émet des gaz à effet de serre (...) mais aussi des poussières, des aérosols, des gaz soufrés et sans doute aussi de l'eau ». Que veut dire ce « et sans doute aussi de l'eau » ? Parle-t-il de l'irrigation ? De toute façon, l'eau trouve son équilibre dans l'atmosphère en quelques heures.

Puis C. Allègre aborde à sa façon les raisonnements qui tendent à montrer une relation entre la hausse de température et les émissions de gaz carbonique. On observe une hausse de la température et une augmentation de la teneur en gaz carbonique, « c'est bien la preuve que le CO₂ et le CH₄ sont les gaz responsables de l'augmentation des températures » écrit-il par dérision. Or le raisonnement n'est pas celui-là. C. Allègre omet de dire pas que des scientifiques ont *prévu* depuis longtemps que la hausse des teneurs serait accompagnée d'une hausse de température : prévoir et expliquer sont des étapes essentielles de la « preuve expérimentale », me semble-t-il.

Sur les 400 000 dernières années, en étudiant les glaces dans les zones polaires, on a observé une relation entre la teneur en CO₂ et la température. C. Allègre écrit : « Quant à la covariance température CO₂ dans les glaces une étude américano-française en 2003 a montré que les variations de la température précédaient de huit cents ans celles de CO₂. Ce n'est donc pas le CO₂ qui fait varier la température mais l'inverse ! ». Il continue ainsi, sans cacher son plaisir : « il ne restait donc, pour affirmer la Global Warming et le rôle primordial du CO₂ que la simulation sur ordinateur ».

A-t-il lu « L'Homme et le climat » édité par le Collège de France sous la direction de Edouard Bard. Pages 40-42 on y lit que dans les 400 000 dernières années, le facteur d'origine n'est pas le gaz carbonique, mais une évolution des paramètres astronomiques, entraînant probablement des modifications dans le monde organique qui elles-mêmes ont entraîné une modification de la teneur en gaz carbonique. Les savants ont pu chiffrer l'effet de chacune de ces modifications sur les variations de température : le facteur initial a, directement, très peu d'effet, l'effet de serre et la variation d'albédo ont un effet bien supérieur, chacun étant 200 ou 300 fois supérieur à l'effet direct des variations des paramètres astronomiques.

Claude Allègre a tort de formuler de telles contestations prétendument scientifiques.

P 117 on lit : « Kyoto propose de mettre en place un système financier de « droit à polluer » octroyé aux pays pollueurs ! Vous êtes riches, vous pouvez polluer, vous êtes pauvres abstenez-vous, on vous dédommagera pour cela ! C'est absolument scandaleux sur le plan de la morale ! » On peut faire beaucoup de critiques sur le protocole de Kyoto, mais en quoi cela est-il « absolument scandaleux » ? C. Allègre ne le dit pas. En tout cas, quoi qu'il en dise, ce n'est pas pour cela que les Etats-Unis n'ont pas signé.

Par ailleurs, même si l'on n'est pas *sûr* du lien de cause à effet entre les émissions et le réchauffement observé aujourd'hui, il faut prendre des précautions (sans tomber dans les travers d'une utilisation malheureuse du principe de précaution).

P 121, il redit que l'on ne peut pas faire de prévision à cent ans car on ne sait pas en faire à trois jours, ce qui ne vaut pas puisque l'on ne parle pas de la même chose. Cela dit, C. Allègre a raison de stigmatiser les grosses erreurs que l'on voit trop nombreuses dans les journaux sur le sujet. Il cite un article du Monde où on lit (si on l'en croit) que parmi les prédictions du GIEC « il y aura peut-être davantage de tsunamis, mais on n'en est pas sûr ».

Ensuite, il tend à minimiser les effets de la hausse de température : « la température à Paris a augmenté de 2,5 °C en un siècle, qui s'en est plaint ? ». Certes, en cas de forte hausse de température la France souffrira moins que d'autres. Le problème, c'est qu'elle souffrira des effets de la souffrance des autres. Il cite une série de décisions à prendre pour s'adapter à la hausse de températures et termine le chapitre en disant qu'il faut diminuer nos émissions progressivement ; il approuve la position de la Commission européenne : une baisse de 20 % en vingt ans.

A mon avis, cet objectif n'est pas suffisant car les mesures les plus efficaces ne feront sentir leurs effets que dans trente ou quarante ans : il faut dès maintenant engager des mesures qui nous permettent de diviser nos émissions au moins par deux en trente ans.

Chapitre VII : quelles mutations, quelles échéances ?

Lorsqu'il parle des réserves en pétrole, y compris le pétrole non conventionnel, C. Allègre écrit « pour résumer la situation, les réserves de pétrole me semblent devoir être conséquentes jusqu'au milieu du siècle prochain, mais en décroissance à partir de la fin du siècle. En revanche, je ne pense pas que la production va beaucoup augmenter, en tout cas pas dans les huit ans à venir ». Selon que la production n'augmente pas ou augmente, il est évident que la durée de vie des réserves sera très différente. Cette phrase n'apporte donc rien à la réflexion. C. Allègre mentionne à peine le charbon, dont les réserves sont colossales.

Quant au prix, il se borne à écrire : « un prix à 100 \$/bl n'est pas absurde ». Peut-être, mais encore faut-il l'expliquer : il est possible de faire du carburant liquide à partir de charbon pour moins de 60 \$/bl. Le prix du pétrole augmentera à condition que les détenteurs de pétrole, de gaz et de charbon retiennent tous leurs réserves. Il écrit qu'il faudra développer la production nucléaire et je pense comme lui. Il mentionne la séquestration du gaz carbonique.

Il cite l'utilisation de l'hydrogène dans la propulsion des véhicules, sans dire que l'enrichissement en hydrogène des gaz issus de la biomasse permettra d'augmenter le rendement de production de biocarburant.

Ensuite, en quelques lignes il cite toutes sortes de moyens de diminuer nos émissions sans les hiérarchiser ni en quantités ni en coûts (p143). Il évoque les logements qui émettent très peu de gaz à effet de serre sans, là non plus, parler de coûts. Il s'oppose aux éoliennes et redit ses erreurs au sujet de la biomasse car il ignore les possibilités de production de biomasse agricole et l'efficacité des nouvelles techniques de production de biocarburant.

Il préconise le renforcement du nucléaire, la réduction des émissions par séquestration du gaz carbonique, le développement de la voiture hybride et de la voiture électrique. « Je propose qu'en 2018 aucune voiture non hybride ou électrique ne circule dans les villes européennes de plus de 10000 habitants ». Pour le reste, le jeu du marché, permettra selon lui le développement de ces techniques. Et il préconise que l'on encourage la recherche dans toutes les directions, ce sur quoi je suis pleinement d'accord.

Il dit que le prix du pétrole pourrait être à 100 \$/bl. Ce n'est pas impossible mais c'est loin d'être certain et, à mon avis, c'est improbable, pour les raisons que j'ai dites. En tous cas les entreprises et les particuliers ne vont pas investir en se fondant sur cette perspective incertaine. Il appartient à l'Etat de les amener à faire *comme si* le pétrole devait être à ce prix, cela en passant par des incitations, des réglementations et un impôt sur l'énergie fossile, moyen que C. Allègre récuse en une ligne et demi sans proposer d'alternatives.

Chapitre XIII l'économie écologique

L'écologie ne doit pas être vue comme un frein ; au contraire, elle doit être un moteur pour le développement économique. J'en suis tout à fait d'accord.

En face des processus qui polluent, qui consomment des ressources en quantités limitées, il y a le progrès des connaissances. Là aussi, je pense que cela, une banalité pourtant, doit être dit et redit. J'ajoute que cette constatation remet en cause, fondamentalement, un concept comme celui de l'empreinte écologique.

« Vis à vis du monde en développement et plus encore des pays émergents, l'attitude des pays industrialisés doit être ni compassion, ni indemnisation, ni exploitation, ni obligation ». Comment ne pas approuver ? Mais lorsque C. Allègre continue ainsi : « L'indemnisation, c'est l'idée nouvelle des redevances écologiques. On paie les PVD pour les dédommager des dégâts que l'on y cause », on se demande où il est allé chercher cela ! Peut-être certains y songent-ils mais ce n'est pas du tout dans le protocole de Kyoto. Il prête au président Lula l'idée de demander que l'on paie le Brésil pour l'oxygène dégagé par les forêts du Brésil ; je serais étonné que le président Lula ait formulé les choses ainsi car ce serait une belle sottise : une forêt à l'équilibre émet autant de gaz carbonique qu'elle n'en absorbe et les défrichements des forêts brésiliennes, suivi du brûlage des arbres, émet des quantités considérables de CO₂. Un peu plus loin, C. Allègre écrit : « Il faut également refuser l'exploitation. Cela veut dire concrètement de payer à leur juste prix les matières premières ». Certes ! Mais, que veut dire « le juste prix » ? C. Allègre n'en dit rien.

« Sachons bien que les pays émergents majeurs adopteront une stratégie économique écologiste (...) s'ils y ont un intérêt économique pour leur développement interne ou leurs échanges avec les pays riches ». Il faut en effet avoir cela en tête, si l'on veut être réaliste. « On sait de bonne source que les Chinois et les Indiens travaillent déjà au développement des voitures hybrides ou aux voitures électriques ». Il suffit en effet de lire la presse.

« Si nous ne voulons pas être dépassés, nous devons sans cesse être à la pointe en matière d'innovation ». Je suis pleinement d'accord : c'est essentiel.

« Le nucléaire nous offre une garantie planétaire de plusieurs siècles (beaucoup plus avec le surgénérateur) ». Oh ! Parlons plutôt de quelques décennies sans surgénérateurs, de deux ou trois siècles avec les surgénérateurs. Ensuite, nous aurons au moins le soleil.

Parmi les moyens techniques, C. Allègre met en avant l'électricité nucléaire, les voitures électriques ou hybrides et la séquestration du gaz carbonique. « On estime que 60 % (des émissions de gaz carbonique) sont séquestrables ». Je ne sais pas qui est « on ». En tous cas ce n'est pas l'AIE qui parle de 15 à 20 %. Pour que le CO₂ puisse être séquestré, il faut que les sources d'émissions soient fixes et concentrées. Il faut aussi qu'il existe, pas trop loin, des sites de stockage. Si, à partir d'aujourd'hui, l'on stockait 60 % du CO₂, l'humanité pourrait utiliser toutes les réserves sans que la hausse de températures ne soit dramatique. Mais ce chiffre ne sera pas atteint car pendant les trente ou quarante ans à venir toutes les installations existantes continueront d'émettre du CO₂.

Comme techniques à développer C. Allègre cite donc le stockage du CO₂, le nucléaire et la voiture hybride. On trouve encore à propos des voitures hybrides, une grosse erreur : citant le modèle Prius de Toyota il écrit : « Aujourd'hui la voiture hybride roule pour moitié à l'essence, pour moitié à l'électricité fournie par une pile ». Le modèle Prius permet d'économiser moins de 15 % de consommation de carburant, dont seulement une partie peut être attribuée au fait qu'elle est hybride. Les vrais progrès viendront avec les modèles hybrides rechargeables. Alors la part d'électricité dépendra de la part de circulation en ville d'une part, de la dimension des batteries d'autre part. Dès aujourd'hui, on pourrait avoir des véhicules hybrides qui tournent pour moitié à l'électricité. Le problème, c'est qu'elles reviennent plus cher que l'utilisation de carburant.

Quant aux énergies nouvelles, C. Allègre cite en priorité le soleil. Nous sommes pleinement d'accord.

Quant aux outils de politique publique il écrit : « La réglementation est aujourd'hui la voie unique adoptée par un Parlement européen sous influence des « écolos classiques », il s'agit de la batterie d'interdictions, de taxes de toutes sortes, d'injonctions, etc., dans un climat général qui est celui de la repentance et de la punition. Je crois que cette stratégie est vouée à l'échec ».

Encore une affirmation difficile à contrer car je suis d'accord sur la dénonciation du « climat général » et en désaccord sur le fait que le recours à la réglementation et à la fiscalité est « voué à l'échec ». Bien au contraire, réglementation et fiscalité sont inévitables. Bien sûr, il ne faut pas mettre de réglementation qui pénalise l'industrie dans un climat de concurrence. Il écrit « il faut définir des objectifs technologiquement réalisables ». Certes, mais cette phrase n'a aucun sens si l'on ne dit rien du prix à la consommation finale de l'énergie fossile. Plus loin, il parle de financement public, il demande que l'Union européenne contracte un emprunt. Mais comment ce financement public sera-t-il lui-même financé, comment l'emprunt sera-t-il remboursé ? Par l'impôt, évidemment, comme C. Allègre finit par le dire lui-même onze lignes avant la fin du livre, sans se rendre compte qu'il se contredit.